
Loi relative aux Statuts refondus de la
province de Québec, 1925,
et proclamation



Loi relative aux Statuts refondus de la province
de Québec, 1925, et proclamation

15 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI CONCERNANT LES STATUTS REFONDUS

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

ATTENDU que la commission chargée de reviser et de refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la province, a transmis au procureur général des rapports contenant la refonte de ceux de ces statuts qu'elle tenait pour être encore en vigueur, et que ces rapports ont été soumis à la Législature aux fins d'être déclarés lois par acte législatif; Préambule.

Attendu que des statuts publics généraux ont été passés depuis que ces rapports ont été complétés et qu'il convient que ces statuts soient incorporés dans lesdits rapports:

Attendu qu'il est à propos de statuer que ces rapports et les statuts qui y seront incorporés auront force de loi;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'exemplaire des rapports signés par les membres de la commission chargée de reviser et refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la province, et contresignés par le procureur général, qui a été déposé au bureau du greffier de la Législature, est réputé être le rôle original desdits rapports de ladite commission. Le rôle original des Statuts refondus de la province de Québec, 1925.

Toutefois, les notes marginales imprimées sur tel rôle, les renvois aux dispositions antérieures à la fin des articles de chaque chapitre et les notes explicatives, ne formeront pas partie de ces statuts, mais seront considérées Notes marginales, etc.

y avoir été insérés seulement dans le but d'y référer, et pourront être omis ou corrigés.

Devoirs et
pouvoirs de la
commission.

2. La commission créée par la loi 9 George V, chapitre 3, incorporera dans le rôle déposé au bureau du greffier de la Législature les statuts publics généraux entrés en vigueur depuis que l'impression de ce rôle a été commencée, en adaptant leur forme et leur rédaction à celles de ce rôle mais sans en changer l'effet légal, en les insérant à la place qui leur convient dans ce rôle et en retranchant de ce dernier toutes les dispositions abrogées par celles qui seront ainsi incorporées ou qui leur seront incompatibles, et en modifiant le numérotage ou l'ordre des chapitres, sections, paragraphes et articles, si c'est nécessaire.

Correction
des fautes
typographi-
ques, etc.

Toute faute typographique ou toute erreur, soit de commission ou d'omission, ou toute contradiction ou ambiguïté dans ce rôle, pourront aussi être corrigées par la commission, mais sans en changer l'effet légal; et les changements qu'il est nécessaire de faire dans la rédaction de ces statuts, afin de conserver l'uniformité dans le mode d'expression, et qui n'en changeront pas l'effet légal, pourront être faits dans le rôle ci-dessus mentionné.

Préparation
des tableaux,
etc.

En outre, elle dressera les tableaux des statuts qui seront abrogés à dater du jour où les Statuts refondus auront force de loi, préparera et fera imprimer le rôle ci-dessus mentionné, et fera toutes autres choses nécessaires à la mise en vigueur desdits Statuts refondus.

Impression, en
anglais et en
français, du
rôle modifié et
corrigé.

3. Aussitôt que l'incorporation de ces lois, et parties de lois, le tableau des lois ou parties de lois qui devront être abrogées à compter de la mise en vigueur des Statuts refondus et les index seront terminés, la commission fera imprimer, en français et en anglais, le rôle, tel que modifié et corrigé, avec le tableau des statuts abrogés et les index, et le transmettra au lieutenant-gouverneur, qui pourra en faire déposer un exemplaire français et un exemplaire anglais, attestés par sa signature et contresignés par le secrétaire de la province, au bureau du greffier de la Législature, lequel rôle sera l'original des Statuts refondus, et sera censé renfermer les différentes lois, et parties de lois indiquées comme abrogées dans le tableau y annexé; mais les notes marginales imprimées sur ce rôle, et les renvois aux dispositions antérieures à la fin des articles de chaque chapitre ne formeront pas partie de ces statuts, mais seront considérés n'y avoir été insérés que pour plus de commodité.

Dépôt du rôle
chez le greffier
de la Législature.

Réserve.

4. Après le dépôt de ce rôle, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation, fixer la date à compter de laquelle il deviendra en vigueur, sous la désignation de "Statuts refondus de la province de Québec, 1925", et ce rôle aura en conséquence force de loi à compter de cette date.

Proclamation
décrétant
l'entrée en
vigueur des
Statuts refon-
dus, 1925.

5. A compter de l'entrée en vigueur desdits Statuts refondus, toutes les dispositions contenues dans les différentes lois et parties de lois mentionnées comme abrogées, dans un tableau annexé, seront, en tant qu'elles tombent sous le contrôle de la Législature de cette province, abrogées dans la mesure qui y sera indiquée.

Mesure de
l'abrogation.

6. L'abrogation desdites lois ou parties de lois n'a pas l'effet:

Effet de
l'abrogation.

1. De faire revivre aucune loi, ou aucune disposition de loi qu'elles révoquent;

2. D'entraver l'effet d'aucune réserve formulée auxdites lois et parties de lois, ni n'empêche qu'aucune desdites lois et parties de lois ou qu'aucune loi ou aucune disposition de loi ci-devant en vigueur ne s'appliquent à quelque transaction, affaire ou chose antérieure à ladite abrogation, auxquelles elles s'appliqueraient autrement.

7. 1. L'abrogation de ces lois et parties de lois n'invalidera pas:

Matières,
etc., non
invalidées.

a) Les amendes, confiscations ou responsabilités encourues avant l'époque de cette abrogation, ni les procédures adoptées, intentées, terminées ou pendantes dans le but d'en obtenir la mise à exécution, à l'époque de telle abrogation;

b) Les actions, poursuites, jugements, décrets, certificats, exécutions, mandats, ordres, règles ou autres procédures, matières ou choses s'y rattachant, commencés, intentés, faits, inscrits, accordés, pendants, existants ou en vigueur à l'époque de telle abrogation;

c) Les actes, contrats, droits, titres, intérêts, octrois, garanties, successions, testaments, enregistrements, statuts, règles, arrêtés en conseil, proclamations, règlements, résolutions, contrats, privilèges, charges, états civils, habilités, immunités, matières ou choses, faits, accomplis, acquis, établis ou existants à l'époque de telle abrogation;

d) Les emplois, nominations, commissions, salaires, allocations, cautionnements ou devoirs, ou autres matières ou choses en dépendant, à l'époque de cette abrogation;

- e) Les mariages, certificats ou enregistrements de mariage, légalement faits, obtenus, octroyés ou existants avant ou à l'époque de telle abrogation.
- Matières, etc. non invalidées.** 2. L'abrogation de ces lois et parties de lois n'aura pas non plus l'effet d'annuler, troubler, invalider ou affecter d'une manière préjudiciable, d'autres matières ou choses commencées, faites, complétées, existantes ou pendantes à l'époque de telle abrogation.
- Réserve.** 3. Mais,
- a) Ces amendes, confiscations et responsabilités;
 - b) Ces actions, poursuites, jugements, décrets, certificats, exécutions, mandats, ordres, règles, procédures, matières et choses;
 - c) Ces actes, contrats, droits, titres, intérêts, octrois, garanties, successions, testaments, enregistrements, statuts, règles, arrêtés en conseil, proclamations, règlements, résolutions, contrats, privilèges, charges, états civils, habilités, immunités, matières et choses;
 - d) Ces emplois, nominations, commissions, salaires, allocations, cautionnements ou devoirs et matières et choses;
 - e) Ces mariages, certificats ou enregistrements de mariage, et autres matières et choses,—
- Pourront continuer et continueront, tout comme si cette abrogation n'eût pas eu lieu, et, en tant qu'il sera nécessaire, pourront être et seront continués, poursuivis, mis à exécution et terminés sous l'autorité de ces Statuts refondus et des autres statuts et lois en vigueur en cette province, et sujets aux dispositions de ces différents statuts et lois, tout comme si cette abrogation n'eût pas eu lieu.
- Les Statuts refondus ne doivent pas être considérés comme lois nouvelles.** 8. 1. Ces Statuts refondus ne seront pas censés faire office de lois nouvelles mais ils seront interprétés et auront force de loi à titre de refonte et comme déclaratoires de la loi telle qu'elle se trouve dans les lois et parties de loi ainsi abrogées et que ces Statuts refondus remplacent.
- Leur interprétation, s'ils diffèrent des lois abrogées.** 2. Cependant, lorsque sur quelque point, les dispositions de ces Statuts refondus ne sont pas les mêmes que celles des lois ou parties lois abrogées et auxquelles elles sont substituées, alors, en ce qui regarde les transactions, matières et choses subséquentes à l'époque de leur mise en vigueur, les dispositions y contenues prévaudront; mais quant aux transactions, matières et choses antérieures à cette époque, ce sont les dispositions des lois ou parties de lois abrogées qui devront prévaloir.

9. Tout renvoi dans quelque loi antérieure restée en vigueur, ou dans quelque proclamation, arrêté en conseil, instrument ou document, à quelque loi ou disposition ainsi abrogée, devra, après l'entrée en vigueur des Statuts refondus, à l'égard de toutes transactions, matières ou choses subséquentes, être réputé un renvoi aux dispositions des Statuts refondus ayant le même effet que la loi ou la disposition abrogée.

Renvoi aux lois abrogées dans les lois antérieures, etc.

10. L'insertion de toute loi dans le tableau des lois abrogées ne sera pas interprétée comme une déclaration que cette loi ou quelque partie d'icelle était ou n'était pas en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de ces Statuts refondus.

Effet de l'insertion d'une loi dans le tableau des lois abrogées.

11. Des exemplaires de ces Statuts refondus, paraissant être imprimés par l'imprimeur du roi, seront reçus comme preuve de ces Statuts refondus et de leur contenu.

Exemplaires des statuts imprimés par l'imprimeur du roi.

12. Si les versions française et anglaise des Statuts refondus ne sont pas d'accord sur un point quelconque, la version qui sera la plus compatible avec les lois refondues dans ces statuts prévaudra.

Différences d'une version à l'autre.

13. Les lois relatives à la distribution des exemplaires imprimés des statuts ne s'appliqueront pas à ces Statuts refondus, mais ceux-ci seront distribués en tel nombre et à telles personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil prescrira.

Distribution des exemplaires des Statuts refondus.

14. La présente loi ainsi que la proclamation mentionnée dans la section 4, sera imprimée avec les Statuts refondus et sera sujette aux mêmes règles d'interprétation que ces statuts.

Impression et interprétation de cette loi.

15. Les Statuts refondus comporteront une série de chapitres divisés en articles, et pourront être cités par le numéro du chapitre et celui de l'article, en ajoutant les mots: "des Statuts refondus de la province de Québec, 1925," "des Statuts refondus de Québec, 1925," ou "des Statuts refondus, 1925".

Division en chapitres, etc., et citation des Statuts refondus, etc.

16. Il sera en outre loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire préparer et imprimer en un seul volume, sous la direction de la commission, un complément des Statuts refondus, comprenant les lois et parties de lois d'une nature publique et générale, qui sont

Complément des Statuts refondus.

de la compétence de la Législature et qu'il n'a pas été jugé à propos d'insérer dans lesdits Statuts refondus, parce qu'elles n'étaient pas permanentes ou n'affectaient que des cas devenus particuliers.

Dispositions
abrogées.

17. Sont abrogées les dispositions incompatibles avec la présente loi.

Entrée en
vigueur.

18. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.



PROCLAMATION

Canada,
Province de }
Québec.

F.-X. LEMIEUX

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

L.-A. TASCHEREAU, } ATTENDU que la loi 15
PROCUREUR GÉNÉRAL. } George V, chapitre 8,
décrète entre autres choses qu'aussitôt que la commission chargée de refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la province aura transmis à Notre lieutenant-gouverneur le rôle imprimé en français et en anglais des statuts de cette province ayant un caractère général et permanent Notre lieutenant-gouverneur pourra, après que le rôle ci-dessus mentionné aura été déposé au bureau du greffier de la Législature, fixer par proclamation, la date à compter de laquelle il deviendra en vigueur et aura force de loi sous la désignation de "Statuts refondus de la province de Québec, 1925", ou "Statuts refondus de Québec, 1925", ou "Statuts refondus, 1925";

Et attendu que le rôle ci-dessus mentionné a été transmis à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, qui en a fait déposer au bureau du greffier de la Législature des exemplaires français et anglais attestés par la signature de Notre Administrateur du Gouvernement de la province de Québec et le contreseing du secrétaire de la province;

SACHEZ DONC, que de l'avis de Notre Conseil Exécutif, Nous déclarons, par la présente proclamation royale, qu'à compter du trente-unième jour du mois de décembre courant, 1925, le rôle imprimé en français et en anglais des statuts de cette province, ayant un caractère général et permanent, attesté par la signature de Notre dit Administrateur du gouvernement de la province de Québec et contresigné par le secrétaire de la province de Québec, et déposé au bureau du greffier de la Législature, deviendra exécutoire et aura force de loi sous la désignation de "Statuts refondus de la province de Québec, 1925", ou "Statuts refondus de Québec, 1925", ou "Statuts refondus, 1925".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec; TÉMOIN: Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable sir FRANÇOIS-XAVIER LEMIEUX, Kt., juge en chef de la Cour supérieure de la province de Québec, Administrateur du gouvernement de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce dixième jour de décembre, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la seizième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la province,

ATHANASE DAVID.

QUÉBEC, 10 décembre 1925.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
PREMIER MINISTRE ET PROCUREUR GÉNÉRAL
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Monsieur,

La commission chargée de la refonte des statuts d'un caractère général et permanent de la province de Québec a transmis à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le rôle imprimé de ces statuts qui doit servir d'original, conformément à la loi.

La commission n'a pas reproduit dans la refonte certaines lois ou dispositions contenues dans les Statuts refondus, 1909, et dans les volumes des statuts adoptés depuis 1909, les unes parce que leur objet est accompli, d'autres parce qu'elles ont été implicitement abrogées par des lois nouvelles ou enfin parce qu'elles n'ont pas le caractère de lois permanentes et générales.

A l'instar de la commission de refonte de 1909, et pour les mêmes motifs qu'elle a alors invoqués, nous avons omis de notre travail les lois modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et le Code municipal.

Nous avons l'honneur d'être

Vos dévoués,

CHARLES LANGTOT,
Président.

L.-A. CANNON,
Commissaire.

J.-A. HUDON,
Commissaire.

WILFRID CHICOINE,

A. W. G. MACALISTER,
Secrétaires.

